

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST - CMSE

Route de Castelnou
66300 Thuir

Réf : 2024-071-PR
Code AIOT : 0006601493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 de la carrière exploitée par la société CMSE implantée route de Sainte Colombe, Zone artisanale 66300 THUIR.
L'inspection a été annoncée le 11/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 an(s).

Compte tenu du contexte actuel de sécheresse, cette inspection a été l'occasion de vérifier les dispositions applicables suite à la mise en oeuvre des mesures de restriction des usages de l'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES & MATERIAUX SUD-EST - CMSE
- RTE DE SAINTE COLOMBE ZONE ARTISANALE 66300 THUIR
- Code AIOT : 0006601493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déclaration d'ouverture initiale de la carrière de Sainte-Colombe date du 09/01/1964 (régime communal). L'exploitation de la carrière de Sainte-Colombe a ensuite été autorisée par arrêté du 20/11/1972. Le dernier renouvellement de cette autorisation a été accordé par l'arrêté préfectoral n°2017179-0001 du 28/06/2017.

Cette dernière autorisation, dont le titulaire est la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE, porte sur une surface totale de 50,14 ha, une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2047) et une production maximale annuelle de 1.200.000 tonnes. Se trouve également sur le site, l'installation de traitement de matériaux qui est réglementée par un arrêté séparé (n° 2681/2006 du 07/07/2006).

La production moyenne annuelle est de l'ordre de 800.000 t/an.

L'AP du 28/06/2017 a permis l'extension de la carrière et un approfondissement de carreau. Cette extension se situe sur le Causse de Castelnaud qui est caractérisé par un milieu ouvert résultant d'une activité humaine ancestrale (agropastoralisme) qui présente des enjeux de conservation importants. Ces enjeux, globalement qualifiés de forts à très forts ont nécessité une dérogation pour destruction d'espèces et d'habitats d'espèces protégées accordée par arrêté préfectoral du 25/01/2017.

L'exploitation de cette carrière de roche massive (calcaire dolomitique métamorphique du Dévonien) s'effectue en phase descendante et conduit à la confection de gradins successifs. Les matériaux sont abattus à l'aide d'explosifs, triés, repris à la pelle hydraulique avant d'être chargés dans des « tombereaux » qui les transportent jusqu'à l'installation de traitement de matériaux.

L'arrêté préfectoral n° 2017179-0001 du 28/06/2017 a été modifié par :

- L'APC du 20/11/2020 : suppression de la restriction de la hauteur des fronts à 7,5 m, retour à la hauteur réglementaire de 15 m ;
- L'APC du 15/04/2021 : changement d'exploitant : carrière reprise par la SAS CMCA

Par courrier du 17/05/2021 la société Carrière & Matériaux du Sud Est a informé la préfecture que la société CMCA a été renommé Carrières & Matériaux Sud-Est – CMSE et que le siège social a été transféré à Aix-en-Provence. Cette modification a été prise en compte par le courrier préfectoral du 31/08/2021.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Audit des prescriptions réglementaires	Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 9.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
8	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 5.1.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Respect du phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 8.1.8.2 & 9.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Respect des caractéristiques d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 1.2.5	Demande d'action corrective	3 mois
11	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 8.1.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 4.1.1
2	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
3	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
4	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
6	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
12	émissions et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 3.1.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Concernant le résultat de la visite, 6 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites administratives demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre, sous un délai de 3 mois, les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, articles 1.2.2 & 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Article 1.2.2 Rubrique IOTA 1.1.2.0-2° : Prélèvement annuel maximal inférieur à 25.000 m ³ . Article 4.1.1 L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau. Sans préjuger des dispositions du décret du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, les prélèvements d'eau sont faits à partir de : <ul style="list-style-type: none">• Eau recueillie dans les bassins de récupération des eaux pluviales• Forage sur site de 205m de profondeur captant les eaux à 170m et équipé d'une pompe de 7 m³/h• En secours : Forage au Centre travaux COLAS de 80 m de profondeur Usage : Arrosage des pistes et lavage des engins Les forages sur site et au centre de travaux Colas doivent être munis d'un dispositif de mesure totalisateur de type volumétrique. L'exploitant doit noter sur un registre les quantités d'eau utilisées provenant des 2 forages et calculer les débits mensuels.
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis les fichiers utilisés pour le relevé des compteurs du forage interne au site et du réseau d'eau potable, pour l'année 2023 et 2024. Le relevé, habituellement mensuel a été réalisé hebdomadairement à partir d'avril 2023 puis journalièrement à partir de décembre 2023. Les débits mensuels sont calculés. Les consommations sur les années 2017 à 2022 ont été dans la fourchette [24063 m ³ – 19480 m ³] avec une moyenne de 23612 m ³ /an, soit inférieur au 25000 m ³ autorisés. L'exploitant confirme les usages à savoir l'arrosage des pistes et le lavage des engins et que le forage situé sur le centre travaux Colas n'est pas utilisé. La consommation du forage sur 2023 a été de 1400 m ³ /mois en moyenne et 16774 m ³ sur l'année. Le rapport d'activité 2023 explique cette diminution par la baisse de l'activité et surtout par le remplacement de la conduite d'eau alimentant les réservoirs de stockage tampon en 2022. L'exploitant précise également qu'ils ont installé un logiciel de gestion de l'eau qui permet de surveiller la consommation et de diffuser automatiquement des messages d'alerte en cas de consommation anormale d'eau (système Hydracom développé par la société GCEI).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;• alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;• alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;• crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]
Constats : Le prélèvement d'eau étant supérieur à 10000 m ³ la carrière de Sainte Colombe est concernée par l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif à la sécheresse. La carrière est située sur les communes de Sainte Colombe de la Commanderie et de Thuir, qui font partie de la zone d'alerte « Têt aval, Bourdigou, Réart ». Ce secteur est concerné par les niveaux de gestions suivants : <ul style="list-style-type: none">• arrêté préfectoral du 15/06/2022 : niveau Vigilance ;• arrêté préfectoral du 02/08/2022 : niveau Alerte ;• arrêté préfectoral du 14/11/2022 : niveau Alerte renforcée ;• arrêté préfectoral du 09/05/2023 : niveau Crise. Le dernier AP du 04/04/2024 a confirmé le niveau de crise. Cf point de contrôle précédent : les mesures de réduction de la consommation ont principalement concerné : <ul style="list-style-type: none">• le remplacement de la conduite fuyarde en 2022 ;• la mise en place d'un système de gestion automatique du pompage, du stockage et de la distribution permettant la diffusion d'alerte en cas de consommation anormale ;• l'arrêt du lavage des engins hors opération d'entretien, maintenance ou réparation ;• l'arrêt du lavage des installations à l'eau, le nettoyage s'effectuant à sec par campagne d'aspiration réalisée par un prestataire externe. L'exploitant envisage d'implanter des compteurs divisionnaires afin d'avoir une connaissance plus fine des consommations : <ul style="list-style-type: none">• compteur pour le remplissage de l'arroseuse ;• compteur pour le lavage des engins (lors des opérations d'entretien, maintenance, réparation) ;• par différence, calcul de la consommation des rampes d'arrosage fixes. L'exploitant évoque également le projet du groupe « entrée du site » qui va permettre de prolonger la piste en enrobés et diminuer la consommation d'eau pour l'arrosage des pistes. La comparaison des consommations 2023 et 2022 montre une diminution de la consommation de 27 % (23079 m ³ pour 2022 → 16774 m ³ pour 2023) et donc le respect de l'objectif de réduction fixé à 25 % par l'arrêté ministériel pour le niveau de crise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
Prescription contrôlée : II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.
Constats : Calcul du volume de référence : La période de gestion du niveau crise actuel durant depuis 1 an, la consommation de référence peut être la consommation 2022 à savoir 23079 m ³ . L'exploitant indique que les usages de l'eau concernent essentiellement la limitation des émissions de poussières et correspond en conséquence à des exigences de protection de l'environnement et de santé publique. La consommation ayant été fortement diminuée en 2023 par rapport aux années antérieures suite au remplacement de la canalisation et aux autres mesures de réduction, l'exploitant n'a pas eu besoin d'utiliser la disposition de ne pas tenir compte des usages pour la protection de l'environnement et la santé pour le calcul du volume de référence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ;

<ul style="list-style-type: none"> - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats : La carrière n'est concernée par aucune mesure d'exemption.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats : L'exploitant tient à jour des registres de consommation qui sont tenus à la disposition de l'inspection. Le site national n'a cependant pas été utilisé.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection suggère que des objectifs de consommation soit fixés par la direction et suivis par les opérateurs concernés. Le registre interne sous forme de tableau Excel doit permettre de suivre l'évolution de la consommation hebdomadaire, mensuel, annuel avec mise en place d'une alerte en cas de dépassement de l'objectif de consommation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Adaptations locales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 6.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes
Prescription contrôlée : Article 6.2 mesures concernant les usages industriels pour les grands consommateurs d'eau : <ul style="list-style-type: none">• Faire connaître leurs besoins prioritaires et indispensables à l'inspection• Transmettre à l'inspection hebdomadairement les volumes consommés sur la semaine et le des consommations en fin de saison• Limiter la consommation au strict nécessaire• Remplir un registre de prélèvement de manière hebdomadaire
Constats : Les besoins prioritaires sont inhérents aux exploitations de carrières et concernent la réduction des émissions de poussières. Le traitement des matériaux n'utilise pas un procédé de lavage des matériaux, le lavage des installations à l'eau a été remplacé par une aspiration à sec et le lavage des engins a été réduit aux opérations d'entretien, maintenance, réparation. Les consommations sont tenues à disposition de l'inspection. Comme mentionné aux points de contrôle précédent la consommation a été fortement diminué en 2023. Le registre de consommation d'eau est enregistré journalièrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Audit des prescriptions réglementaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 9.3.5
Thème(s) : Autre, Audit des prescriptions réglementaires
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés au minimum 5 ans et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification effectué en interne en avril 2024, dans le cadre de la préparation de la présente inspection. L'exploitant précise que l'audit initial a été réalisé par le bureau d'études NGEC suite à l'autorisation délivrée en 2017 puis renouvelé en 2022. L'audit d'avril 2024 fait ressortir quelques points non-conformes, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• mise à jour du plan de circulation des eaux• résultat de l'analyse des rejets du 06/01/2022 partiellement conformes ;• absence de consigne pour la vérification des cuvettes de rétention ;• absence de registre pour reporter les opérations de vidange des rétentions• absence de procédure d'arrêt d'urgence et de mis en sécurité des installations électriques• clôture du site à réparer sur une partie du pourtour du site ;• transmission du rapport de retombés de poussières à l'inspection ;• transmission du bilan annuel avant le 1^{er} avril.

L'inspection note que tous les articles ne font pas l'objet d'une appréciation.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- x L'exploitant doit veiller à respecter la périodicité de 3 ans pour le renouvellement de l'audit ;
- x l'audit d'avril 2024 doit être complété afin de mentionner la date de l'audit, l'organisme et la personne ayant réalisé l'audit et les réponses pour chaque article vérifié ;
- x l'audit doit également porter sur les arrêtés ministériels visés dans l'arrêté préfectoral ;
- x le document doit permettre de suivre la progression des différents audits successifs ;
- x les non-conformités doivent faire l'objet d'un plan d'actions avec planning.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 5.1.8

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Rappel des dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Il est transmis au préfet.

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le plan de gestion des déchets (PGD) de la carrière de Sainte Colombe de la Commanderie.

Il s'agit de la version mise à jour en janvier 2023.

Le PGD rappelle le fonctionnement de la carrière, les matériaux exploités (calcaires), les produits élaborés et les déchets résultant qui sont sur la carrière de Sainte Colombe uniquement les stériles qui ne peuvent pas être valorisés ou utilisés sur les chantiers.

Ces déchets sont caractérisés par le code 01 01 02 : déchets provenant de l'extraction de matériaux non métallifères.

Le PGD précise les quantités produites et les réserves estimées (à savoir 1.500.000 m³ sur la durée d'exploitation). Le PGD indique qu'une partie de ces stériles peut être utilisée pour des opérations de remblaiement ou pour l'étanchéification d'ouvrages comme des bassins.

Le PGD précise qu'aucun additif n'est utilisé lors de l'élaboration des matériaux minéraux.

Ces déchets d'exploitation sont stockés en verse ou utilisés pour les pistes ou merlons.

Ils s'insèrent dans le projet de réaménagement de la carrière.

<p>Le site dispose d'une étude de stabilité des versées réalisée par le bureau d'études CFEG et le PGD confirme que les recommandations sont suivies.</p> <p>Le PGD comprend un § (3.3) précisant les impacts du stockage des déchets sur l'environnement, à savoir essentiellement une problématique d'envol de poussières, et des tableaux de synthèse récapitulant les mesures de prévention pour ce qui concerne l'eau, l'air, le sol et la santé.</p> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection note que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la zone de stockage identifiée « zone B » au nord-est présente des ravinelements importants et que les stocks en partie sommitale n'ont pas été modelés ; <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser les conditions de réaménagement de la versée au nord-est compte tenu de la hauteur et du constat du ravinement des flancs de la versée.</p> <p>L'inspection suggère de vérifier la réserve disponible pour stocker les déchets de stériles en zone E au regard du phasage et de l'état d'avancement de l'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Respect du phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 8.1.8.2 & 9.3.3
Thème(s) : Autre, Respect du phasage d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.1.8.2</p> <p>Conformément aux données du dossier de demande, l'exploitation sera tout d'abord poursuivie par approfondissement progressif au sein du périmètre actuel jusqu'à la cote 160 m NGF.</p> <p>En parallèle, les opérations de préparation (défrichement, puis ouverture), débuteront au sein de l'extension par la partie Sud-Ouest (fond de carrière).</p> <p>L'objectif poursuivi est d'utiliser le relief du Causse pour masquer le plus longtemps possible les activités d'extraction de matériaux au sein du nouveau périmètre.</p> <p>Dans cette optique, pour chaque carreau au sein de la zone d'extension, l'exploitation se fera depuis le Sud-Ouest vers le Nord-Est.</p> <p>L'accès aux nouvelles zones d'extraction s'effectuera par le biais de la piste existante constituée le long du ravin d'en Palet et adaptée à la circulation des engins.</p> <p>Depuis cette piste, des embranchements seront successivement réalisés à l'altitude des carreaux d'exploitation.</p> <p>Au fur et à mesure de l'approfondissement des carreaux d'exploitation au sein de l'extension, ceux-ci seront ainsi raccordés aux niveaux correspondants dans le périmètre d'exploitation initial.</p> <p>➡ Les conditions d'avancement de la carrière par rapport au phasage prévisionnel sont vérifiées annuellement. Le résultat de cette vérification est reporté dans le bilan environnement annuel prévu à l'article 9.3.4.</p> <p>Article 9.3.3</p> <p>Il est établi un plan d'exploitation et de remise en état orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel seront mentionnés :</p> <p>[...]</p> <p>Ce plan sera mis à jour tous les ans au 31 décembre.</p>
<p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le plan d'exploitation et de remise en état mis à jour au 07/09/2023.</p> <p>La comparaison de ce plan avec le plan phase 2 : T + 10 ans semble cohérente.</p>

Les bilans annuels 2022 et 2023 ne comprennent pas la vérification de l'état d'avancement du phasage au regard du prévisionnel, tel que prévue à l'article 8.1.8.2.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter le bilan annuel 2023 avec le résultat de la vérification des conditions d'avancement de la carrière par rapport au phasage prévisionnel (exploitation et réaménagement).

Cette vérification devra également être effectuée dans les prochains bilans.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Stockage des déchets inertes externes au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 8.1.9.3

Thème(s) : Autre, Stockage des déchets inertes externes au site

Prescription contrôlée :

Article 8.1.9.3.1 Utilisation de déchets externes à la carrière

L'admission des déchets inertes externes est réalisée dans les conditions prévues à l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

Le déversement direct des déchets inertes sur la zone à réaménager est interdit. L'exploitant met en place un tri / contrôle à la réception afin de vérifier la qualité des déchets. La présence de déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, terres souillées, etc.... dans les déchets inertes utilisés en réaménagement est interdit.

Constats :

L'exploitant confirme l'utilisation de déchets inertes externes pour le réaménagement de la carrière et confirme que les déchets font l'objet d'un suivi par un logiciel interne au groupe (Zéphyre).

Sur 2023, 25000 t de déchets inertes externes ont été réceptionnés (3400t depuis le début 2024).

L'exploitant :

- présente la procédure interne au groupe d'acceptation préalable des déchets, la liste des déchets admissibles et le logiciel de gestion Zéphyre ;
- confirme que les déchets sont déposés sur la zone dédiée sous la surveillance du personnel de la carrière ;
- confirme que le plan précisant le lieu de stockage des déchets inertes externes est affiché au bureau d'accueil de la carrière mais qu'il n'y a pas de procédure propre au site spécifiant les conditions d'admissions des déchets externes ;
- le site dispose de moyens permettant de contrôler l'absence de goudron.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

- x L'audit de l'arrêté préfectoral doit être complété avec la vérification point par point du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 mentionné à l'article 8.1.9.3.1 « utilisation de déchets externes à la carrière » et concernant les conditions d'admission

des déchets inertes. x Une consigne fixant les conditions de réception et de stockage des déchets inertes externes doit être établie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pourtour de la carrière sera fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement (ronces artificielles - câble - grillage... etc.).</p> <p>Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.</p> <p>Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture.</p> <p>Au moins une pancarte doit être visible à tout point de la clôture.</p> <p>➡ Le bon état de la clôture et la présence des différentes pancartes et bornes prévues à l'article 8.1.2 sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an.</p> <p>Ces vérifications seront consignées sur un registre ouvert à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'audit interne mentionne une non-conformité concernant la clôture.</p> <p>L'exploitant présente le registre de suivi de la clôture. Le périmètre du site a été divisé en plusieurs tronçons référencés, les visites de vérification sont réalisées par tronçon avec une fréquence en moyenne mensuelle.</p> <p>Au cours de la visite de terrain l'inspection a constaté que la clôture « 3 fils » est en cours de remplacement par un grillage de 1,8 m de hauteur sur la partie Est de la carrière le long d'un chemin fréquenté par des randonneurs (environ 600 m de linéaire).</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> x La vérification de la clôture doit également porter sur la vérification des panneaux de signalements des dangers et d'interdiction de pénétrer sur le site. x Le positionnement des panneaux devrait être repris sur le plan joint au registre de surveillance de la clôture ; x la clôture à l'angle sud-est du site doit être restaurée rapidement x l'ancienne clôture « 3 fils » en grande partie détériorée doit être considéré comme un équipement abandonné et être démantelée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : émissions et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2017, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, émissions et envols de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière, ainsi qu'au niveau des installations de traitement des matériaux (foration - piste de circulation - mise en tas des matériaux - chargement - etc...)</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont interdits sur le site de la carrière.</p>

Pour les stockages des produits en vrac, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec. Les endroits susceptibles de produire des poussières notamment en période sèche, notamment les pistes, seront arrosés en tant que de besoin.

Le débit de l'eau d'arrosage devra être réglé afin que les eaux puissent s'infiltrer naturellement dans le sol sans constituer un rejet.

Les équipements susceptibles d'être à l'origine d'émissions de poussières devront être équipés de dispositifs de limitation d'émission de poussières aussi complets et efficaces que possible.

Toute défaillance du système d'humidification des matériaux provoquera l'arrêt d'urgence de l'équipement.

Les endroits susceptibles de produire des poussières sont capotés.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées.

Constats :

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le plan de surveillance « poussières », version mise à jour en avril 2024.

Ce plan de surveillance a été rédigé en application de l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. Il décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les mesures de prévention, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Ce plan concerne à la fois la carrière et l'installation de traitement et stockage des minéraux autorisée par arrêté séparé (les émissions liées à l'installation de traitement ne sont pas abordés dans le cadre de la présente inspection).

Pour ce qui concerne la carrière les sources d'émission de poussières identifiées sont :

- le soulèvement des poussières sur les terrains décapés ;
- les opérations de foration et minage
- l'extraction
- le transport par tombereau.

Pour ces sources les moyens de prévention sont principalement :

- la limitation de la vitesse ;
- l'arrosage à l'aide d'un camion muni d'une rampe d'arrosage
- une installation de dépoussiérage qui équipe la foreuse

Le site est équipé d'une station météorologique permettant de mesurer la vitesse et direction du vent.

L'exploitant confirme qu'il n'y a pas d'enjeu particulier sous le vent dominant, le tissu urbain étant développé au nord-est du site.

Aucune mesure d'atténuation particulière n'est prévue en fonction des conditions de vent ; les mesures sont prises par le responsable du site en cas de besoin.

L'exploitant confirme également qu'il y a peu de plainte liée aux émissions de poussières (1 signalement mairie et 1 riverain en 2023).

Type de suites proposées : Sans suite